

la France achète du Canada des munitions de guerre. Mais, monsieur l'Orateur, je m'appuie sur la plus haute autorité pour dire que nous pourrions maintenir, à ce dernier chiffre, notre commerce avec la France, la guerre finie, car la France est reconnaissante au Canada, reconnaissante non pas seulement pour la noble part que ce pays a prise à la guerre, pour le sang que ses enfants ont généreusement versé dans les plaines des Flandres, hier et aujourd'hui, mais reconnaissante encore pour les dons qui sont parvenus de chaque ville, de chaque village, de chaque canton du Canada, aux paysans souffrants de France. Oui, la France est et sera reconnaissante.

Il arrive que la République est représentée, aujourd'hui, au Canada, par un des consuls les mieux doués qu'elle a jamais eus dans son corps diplomatique.

Je veux parler de M. Bonin, de Montréal, qui était conseiller d'ambassade et un homme d'Etat d'une grande clairvoyance. C'est un travailleur énergique qui connaît exactement les conditions économiques de la France et du Canada, et il a fait de son mieux pour améliorer la situation depuis que la guerre est commencée. Considérons l'importance du commerce franco-canadien. Il y a vingt ans ce commerce était d'environ \$3,500,000 par année, importations et exportations, et l'année dernière il approchait \$25,000,000. C'est le devoir impérieux du Canada de maintenir ce commerce et de faire tout ce qui est possible pour le développer dans l'avenir.

Quel était le chiffre de notre commerce avec l'Allemagne? En 1896 la valeur de ce commerce, importations et exportations, était de \$7,212,000; et en 1914, l'année qui a précédé la guerre, il s'élevait à \$19,119,000. Je ne crois pas que beaucoup de gens au Canada, et même dans l'empire, veuillent entretenir des relations commerciales avec l'Allemagne après la guerre; et si nous pouvons transférer ce commerce à la France, nous remplirons seulement un devoir patriotique.

J'ai été douloureusement surpris, l'année dernière, lorsque la France a lancé son premier emprunt de guerre, de voir que cet emprunt n'avait pas été mieux accueilli par nos banques canadiennes. Il existe en Europe un vieux dicton qui s'appliquait à la France avant la guerre, et qui, je suppose, s'y appliquera après: la France est la créancière de toutes les nations, et n'est la débitrice d'aucune.

Mon honorable ami le ministre du Commerce, qui est très versé dans la finance et connaît le crédit de tous les pays

européens sait que cela est vrai. Chaque pays d'Europe était, au point de vue financier, plus ou moins le vassal de la France, et s'il y a quelque chose que l'on puisse regretter, c'est que la France ait été trop libérale et trop généreuse dans ses placements à l'étranger. Oui, j'ai été surpris, quand la France a offert quelques-uns des coupons de son emprunt national aux banques canadiennes, que la réponse n'ait pas été plus généreuse. Il y avait sans doute des raisons pour cela. Le Gouvernement et les banques prévoient peut-être que nous aurions nous aussi à faire des emprunts, et qu'il nous faudrait pourvoir de quelque façon aux besoins de l'échiquier britannique. A tout événement, j'exprime ce regret, et je désire déclarer de la façon la plus explicite possible qu'il n'y a pas une nation au monde, à l'exception peut-être de la Grande-Bretagne, dont le crédit soit meilleur que celui de la France.

Vous me demanderez peut-être, monsieur l'Orateur, et le ministre du Commerce me demandera sans doute aussi ce que nous pouvons acheter à la France. Je ne mentionnerai que quelques articles que nous pouvons acheter dans ce pays au lieu de les acheter en Allemagne, comme nous avons fait par le passé, ce sont les vins, les drogues, les ingrédients chimiques, les instruments scientifiques, et par-dessus tout, l'article de luxe, que l'on appelle communément l'article de Paris, qui a été ainsi insidieusement remplacé sur plusieurs marchés du monde par l'article de pacotille allemand portant la fausse étiquette "Article de Paris". Nos importateurs et leurs agents devraient veiller à ce que le monde commercial ne soit pas trompé comme il l'a été dans le passé, avec la pacotille allemande faussement étiquetée: "Article de Paris."

Mais ce qui est aujourd'hui important pour le Canada, c'est de savoir ce que nous pouvons vendre à la France. La liste que je vais donner vient d'une revue française qui traite spécialement des meilleures relations commerciales entre le Canada et la France. Bien que l'on ait dit souvent qu'il n'y a pas de sentiment dans les affaires, il existe, toutefois, en France aujourd'hui un mouvement très prononcé en faveur de l'expansion des relations commerciales avec les Alliés et particulièrement avec le Canada.

Le désir tout autant que la nécessité, après la guerre, de substituer au commerce austro-allemand des relations commerciales directes entre les alliés, soit par la création de tarifs de préférence, par la signature de